

505 LMS h7/7

922h

(1939, 47)

Choix entre le règlement judiciaire ou le règlement transactionnel de litiges pouvant donner lieu à indemnité. - Préférence pour le second.

Choix entre le règlement judiciaire ou le règlement transactionnel de litiges pouvant donner lieu à indemnité. - Préférence pour le second.

C.D.	6. 6.39	14	IIIbis
(s) C.A.	24. 9.47	29	VII
(s) C.A.	18.12.47	25	VIII

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration  
du 18 décembre 1947

---

QUESTION VIII - Règlement transactionnel à la suite d'accident  
(Affaire SALZE)

p. 25      Avantages de la transaction au le règlement contentieux

.....

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT SUPPLEANT demande si, d'une manière générale, il peut être admis qu'en matière d'accidents le règlement amiable est moins onéreux que le règlement par voie contentieuse.

M. VAGOGNE lui donne l'assurance qu'il en est bien ainsi.

M. LE PRESIDENT ajoute que ce point de vue est confirmé par l'expérience.

M. MICHEL reconnaît qu'eu égard à la jurisprudence des tribunaux civils, beaucoup plus larges que celle de la jurisprudence administrative, il ne fait pas de doute que le règlement amiable constitue une solution préférable au règlement judiciaire.

Le Conseil autorise le règlement.



Extrait du P.V. de la séance du Conseil  
d'Administration du 24 septembre 1947

---

QUESTION VII - Règlement transactionnel à la suite  
d'accident (affaire Stempfer)

p. 29

Avantage du règlement transactionnel sur le règlement  
par voie contentieuse

.....

M. ARON demande si vraiment il s'impose d'éviter méthodiquement la voie contentieuse pour des affaires de cette importance.

M. LE PRESIDENT indique que le règlement amiable s'avère à la fois moins onéreux et plus rapide qu'une instance judiciaire.

M. VAGOGNE ajoute que le règlement transactionnel, outre qu'il comporte moins de frais, présente l'avantage très appréciable d'éviter une publicité fâcheuse.

M. MOREAU-NERET déclare que les Compagnies d'assurances, d'accord en cela avec le Ministère des Finances, pratiquent la même politique, ayant constaté à maintes reprises que le règlement amiable était la solution la plus prompte, la plus discrète et de beaucoup la moins coûteuse. 2 % seulement des affaires d'indemnités qu'elles ont à régler le sont par voie judiciaire.

6 juin 1939

Transactions

Pas de P.V. COURT

STENO p. 14

Affaires portées devant les tribunaux -

M. ARON - A l'occasion des affaires de transactions qui nous sont soumises, je désire faire une observation d'ordre général.

Je constate, en effet, que, si nous avons à examiner les transactions que les Services ont négociées, nous ne sommes pas saisis des affaires qui, n'ayant pas donné lieu à transaction, sont portées devant les tribunaux. Nous ne voyons ainsi qu'un seul aspect du problème.

Il y a tout de même une question de principe qui se pose : Quelles sont les catégories d'affaires qu'il vaut mieux laisser débattre devant les tribunaux, et quelles sont celles qu'il convient de régler à l'amiable ? Nous devons être à même de comparer au bout d'un certain temps les résultats obtenus à la suite des règlements amiables, <sup>avec ceux qui découlent</sup> ~~xxd'une xpartx~~ des décisions rendues par les tribunaux, ~~xxd'autre xpartx~~

M. GRIMPRET - Je suis à même de donner sur ce point un renseignement à M. ARON. Je me suis intéressé moi-même à plusieurs affaires litigieuses qui ont été, un peu sur mon avis, portées par les Services devant les tribunaux : ceux-ci ont été impitoyables pour nous et nous ont imposé des indemnités vraiment excessives.

M. MARLIO - Je peux donner à M. ARON un renseignement qui confirme ce que vient de dire M. GRIMPRET. A la suite de l'accident de Lagny, il y a 5 ou 6 ans, le Réseau de l'Est a eu à examiner quelle était l'attitude à prendre en vue du règle-



ment des indemnités à accorder aux familles des morts, aux blessés ou aux invalides. J'avais donné pour consigne à la Direction de régler le plus grand nombre possible d'indemnités à l'amiable, pensant, comme le disait M. GRIMPRET, que, si nous allions devant les tribunaux, nous serions condamnés à payer des indemnités plus élevées, et, de fait, nous avons réglé à l'amiable 95 cas environ sur une centaine. Or, les 5 ou 6 cas qui ont donné lieu à des règlements par voie judiciaire ont coûté le double de ceux qui avaient été traités à l'amiable; cela confirme exactement ce que disait M. GRIMPRET.

M. ARON - Il y aurait intérêt à ce qu'un tableau des accidents nous soit soumis une fois l'an.

M. MARLIO - On pourrait faire venir M. AURENGE une fois par an, pour qu'il nous expose les questions importantes.

M. René MAYER - M. AURENGE n'établit-il pas un rapport

annuel  
~~annuel~~ ? Si oui, ne pourrions-nous en être saisis ?

M. LE BESNERAIS - C'est surtout là un rapport numérique. Mais je fais faire un relevé de jurisprudence qui paraît tous les mois : on y signale les cas d'espèce les plus intéressants relatifs aux affaires où nous avons été partie, de même que les autres jugements susceptibles de nous intéresser.

Nous pourrions le faire envoyer à tous les membres du Comité, pour le tenir ainsi au courant de la jurisprudence et du jugement des affaires les plus intéressantes qui nous concernent.

M. LE PRESIDENT - D'accord. J'ajoute, à propos de la rigueur des tribunaux à notre égard, que je m'en suis entretenu avec le Premier Président de la Cour de Cassation. Sans peser sur l'indépendance de la magistrature, le Parquet peut, en effet, toujours intervenir dans certaines conditions déterminées.

J'ai demandé à ce sujet au Contentieux une note qui ne m'a pas donné satisfaction. Je demande à M. FILIPPI de la faire refaire. Il s'agirait d'appeler l'attention des Producteurs Généraux sur la situation en ce qui nous concerne, de façon que nous ne soyons plus considérés en quelque sorte comme l'ennemi public n° 1, par les juridictions saisies de demandes de dommages intérêts à notre encontre.

M. MARLIO - Il ne faut faire porter notre effort devant les tribunaux que sur des cas peu nombreux, mais bien définis et favorables pour nous.

M. René MAYER - Oui. Il faut nous débattre sur des cas d'espèce, sinon, nous avons peu de chances de changer complètement l'état d'esprit des magistrats.

M. LE PRESIDENT - Non seulement la jurisprudence, mais la doctrine également a toujours tendance à aggraver la responsabilité du chemin de fer. C'est ainsi que j'ai assisté à une Conférence de M. de MONZIE à la Sorbonne : nous avons eu une causerie très intéressante du Professeur JOUSSEUR au cours de laquelle il a enregistré comme un grand succès le fait que la responsabilité du transporteur, c'est-à-dire du chemin de fer, était chaque jour plus lourde. Je n'ai pas pu m'empêcher de faire remarquer que le prix du billet de chemin de fer irait en augmentant chaque fois qu'on augmenterait sa responsabilité. Il y a toute une campagne à entreprendre pour modifier cet état d'esprit.